

Polynésie française
Subdivision administrative
des îles Sous-le-Vent

COMMUNAUTE
DE
COMMUNES HAVA'I



République française
Liberté - Égalité - Fraternité

Subdivision Administrative des îles-Sous-Le-Vent
ARRIVÉE LE
- 8 MARS 2019
N° 201-08 DE / ISLV

DELIBERATION COMMUNAUTAIRE

N° 08/CCH/19 du 1^{er} mars 2019

Portant modification de la délibération n° 14/CCH/16 du 14 mars 2016 autorisant le Président à signer la convention fixant les modalités de location de matériels et engins « hors transfert compétence ordures ménagères » entre les communes de Tumaraa, de Taputapuatea, de Uturoa, de Huahine, de Tahaa et de Maupiti et la communauté de communes Hava'i

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

En sa séance du 1er mars 2019 à 13h00, convoquée par le Président de la Communauté de communes Hava'i, par lettre n° 96/CD/2019 du 18 février 2019,

Sous la présidence de Monsieur Cyril TETUANUI, Président,

Avec Monsieur Woullingson RAUFAUORE, secrétaire de séance nommé conformément à l'article L2121-25 du CGCT,

30 membres titulaires du conseil communautaire étant en exercice,

24 membres ayant voix délibérative sont présents au moment de l'ouverture des débats du point de l'ordre du jour et présents au moment du vote comme suit :

N°	CIV.	NOMS - PRENOMS	FONCTION	PRESENCE	ABSENCE	SUPPLEANCE DONNEE A	PROCURATION DONNEE A
1	M	TETUANUI Cyril	Président	X			
2	M	MOUTAME Thomas	1er vice-président	X			
3	M	LISAN Marcelin	2ème vice-président	X			
4	MME	TEMATARU Céline	3ème vice-président	X			
5	MME	TEROATEA Sylviane	4ème vice-président	X			
6	M	RAUFAUORE Woullingson	5ème vice-président	X			
7	MME	TAEAE Micheline	6ème vice-président	X			
8	M	HIRO Toni	7ème vice-président	X			
9	MME	GIBERT Pitori	8ème vice-président	X			
10	M	MAIARII Maire	9ème vice-président	X			
11	M	TIHOTI Sylvain	Délégué membre	X			
12	MME	AMARU Moeani	Délégué membre	X			
13	M	HAUPUNI Varo	Délégué titulaire		X		
14	MME	ROTA Tina	Délégué titulaire	X			
15	M	EBB Moïse	Délégué titulaire		X		
16	M	TERIIHAUNUI Hiomai	Délégué titulaire	X			
17	M	ROOPINIA Myron	Délégué titulaire	X			
18	M	ATGER Nick	Délégué titulaire		X		
19	M	TAEREA Raymond	Délégué titulaire		X		
20	M	PATERE Athanase	Délégué titulaire		X		
21	M	TAAROAMEA Bruno	Délégué titulaire	X			
22	M	TEPA Eremoana	Délégué titulaire	X			
23	MME	FAAHU Tatiana	Délégué titulaire		X	Ruta ROURA	
24	M	TCHONG FONG Rudolphe	Délégué titulaire		X	Danielle TETUANUI	
25	M	TEROU Puni	Délégué titulaire		X		
26	MME	TEANINURAITEMOANA Dolores	Délégué titulaire	X			
27	MME	ATUAHIVA Alice	Délégué titulaire	X			
28	M	TAURUA Lucky	Délégué titulaire	X			
29	M	MAHURU Teiva	Délégué titulaire		X	Rahera GRUHN	
30	M	ARUTAHII Gabriel	Délégué titulaire		X	Bernard MAUAHITI	
TOTAL				20	10	4	0
TOTAL VOTANTS (présents + suppléants + procurations)						24	

Délibération communautaire n° 08/CCH/19 du 1^{er} mars 2019

Portant modification de la délibération n° 14/CCH/16 du 14 mars 2016 autorisant le Président à signer la convention fixant les modalités de location de matériels et engins « hors transfert compétence ordures ménagères » entre les communes de Tumaraa, de Taputapuatea, de Uturoa, de Huahine, de Tahaa et de Maupiti et la communauté de communes Hava'i

Indication sur le résultat du vote :

Présents	24
Votants	24
Abstentions	0
Pour	24
Contre	0

LA DELIBERATION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE

- Vu** la Constitution de la République française du 4 octobre 1958 ;
- Vu** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 *modifiée* portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu** la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu** l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics, modifiée par les lois n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 et n° 2007-1787 du 20 décembre 2007 ;
- Vu** le décret n° 2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales dans sa version applicable en Polynésie française ;
- Vu** la loi du Pays n° 2010-12 du 25 août 2010 relative à la mise en œuvre par les communautés de communes des dispositions des sections 4 et 6 du chapitre 1^{er} du titre III de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu** l'arrêté n° HC 1712 SAISLV du 30 décembre 2011 *modifié* portant création de la communauté de communes Hava'i ;
- Vu** l'arrêté n° 1765/CM du 27 novembre 2014 confiant à la communauté de communes de HAVA'I le soin d'élaborer un projet de développement économique en application des dispositions de l'article LP 1^{er} de la loi du Pays n° 2010-12 du 25 août 2010 ;
- Vu** l'arrêté n° HC 1784 DIRAJ/BAJC du 21 décembre 2015 portant extension du périmètre et approuvant les modifications statutaires de la communauté de communes Hava'i ;
- Vu** l'avis n° 06/CFB/19 du 1^{er} mars 2019 portant modification de la délibération n° 14/CCH/16 du 14 mars 2016 autorisant le Président à signer la convention fixant les modalités de location de matériels et engins « hors transfert compétence ordures ménagères » entre les communes de Tumaraa, de Taputapuatea, de Uturoa, de Huahine, de Tahaa et de Maupiti et la communauté de communes Hava'i ;
- Vu** l'avis n° 05/CEOM/19 du 1^{er} mars 2019 portant modification de la délibération n° 14/CCH/16 du 14 mars 2016 autorisant le Président à signer la convention fixant les modalités de location de matériels et engins « hors transfert compétence ordures ménagères » entre les communes de Tumaraa, de Taputapuatea, de Uturoa, de Huahine, de Tahaa et de Maupiti et la communauté de communes Hava'i.

Considérant que il faut comprendre par location de matériels et engins « hors transfert compétence ordures ménagères », toutes locations d'engins des communes membres hormis ceux qui ont été mis à la disposition de la communauté de communes Hava'i dans le cadre du transfert de la compétence de gestion de la collecte et du traitement des déchets des ménages.

Considérant qu'il convient de sensibiliser les communes membres à ne pas louer les engins au-delà de cinq millions quatre cent francs pacifiques (5,4 MF) par an.

DECIDE

Délibération communautaire n° 08/CCH/19 du 1^{er} mars 2019

Portant modification de la délibération n° 14/CCH/16 du 14 mars 2016 autorisant le Président à signer la convention fixant les modalités de location de matériels et engins « hors transfert compétence ordures ménagères » entre les communes de Tumaraa, de Taputapuatea, de Uturoa, de Huahine, de Tahaa et de Maupiti et la communauté de communes Hava'i

Article 1^{er} : Il est rajouté un alinéa à l'article 1^{er} de la délibération n° 14/CCH/16 du 14 mars 2016 autorisant le Président à signer la convention fixant les modalités de location de matériels et engins « hors transfert compétence ordures ménagères » entre les communes de Tumaraa, de Taputapuatea, de Uturoa, de Huahine, de Tahaa et de Maupiti et la communauté de communes Hava'i comme suit :

Il est rappelé que la location de matériels et engins des communes membres ne doit pas dépasser le seuil de cinq millions quatre (5,4 MF) par an et par commune conformément au code des marchés publics applicable avant le 1^{er} janvier 2018.

Article 2 : Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération dans un délai de deux mois à compter de la date de son affichage et/ou de sa publication.

Durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux peut être exercé auprès de nos services.

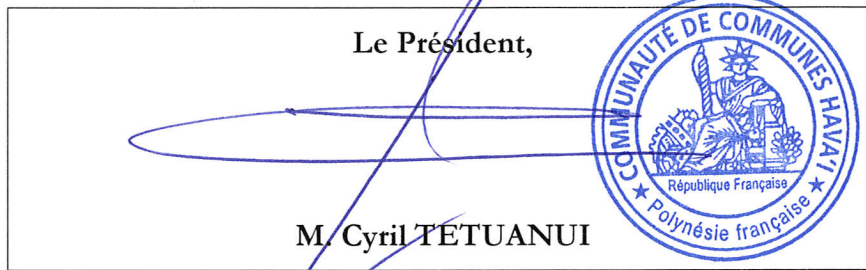
Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de notre réponse.

En application de l'article R 421-2 du code de justice administrative "*Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet*".

Article 3 : Le Président de la communauté de communes Hava'i certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de la présente délibération.

Article 4 : La présente délibération est affichée et transmise au délégué du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française dans la subdivision administrative des îles sous le vent. Ampliation est adressée au comptable public de la communauté de communes Hava'i.

Fait et délibéré le 1^{er} mars 2019
Extrait certifié conforme au registre des délibérations



Contrôle à posteriori

Acte rendu exécutoire de plein droit après publication ou affichage ou à leur notification ainsi qu'à leur transmission au délégué du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française dans la subdivision administrative des îles sous le vent :

- Date d'affichage et/ou de publication : 12 MAR. 2019
- Date de transmission au délégué du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française dans la subdivision administrative des îles sous le vent : 08 MAR. 2019
- Délibération rendue exécutoire de plein droit à la date du : 12 MAR. 2019